



INGENIEURS ET SCIENTIFIQUES DE FRANCE

Organisme reconnu d'Utilité Publique depuis 1860

UNION REGIONALE DES INGENIEURS ET SCIENTIFIQUES DE FRANCHE COMTE

Compte-rendu du Bar des Sciences du 15 mai 2012

«Crise ?... Finance ?... Rigueur ?...»

Soirée organisée par : le « **Pavillon des Sciences** » et animée avec dynamisme par **Pascal REMOND**.

Lieu - Horaire : Bar de l'Hôtel Bristol – 2, Rue Velotte - 25200 MONTBELIARD – le mardi 15 mai 2012 - de 20h00 à 22h00

Participation : Très bonne, 160 personnes présentes remplissaient la grande salle du haut..

Participants URIS FC : Jean-Pierre BULLIARD (INSA) – Jo CAVALLIN (AM) – Claude BOLARD (INSA) – Jean-RESTLE (INSA) – Jean FLUCKIGER – Michel BLONDEAU (AM) et d'autres non identifiés.

Intervenant :

- Denis CLERC
 - Economiste et Humaniste - Fondateur de la revue Alternatives Economiques. Il est jurassien d'origine.
 - Membre de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES)

Contexte de cette soirée :

Nous pouvons lire dans le dernier « Alternatives Economiques » de mai 2012 (écrit avant les élections) que « *Le nouveau Président devra faire ses premiers pas dans un climat de crise financière et de croissance atone dans un contexte difficile ! Ce n'est pas sur un lit de roses qu'il devra avancer. La situation économique et financière que le nouveau Président va trouver à son entrée en fonction est particulièrement dégradée. La zone euro est toujours enferrée dans la crise.* »

Les Français sont abreuvés d'informations économiques, au point qu'elles nous submergent et parfois nous écrasent. Denis CLERC se plait à les déchiffrer mais il ne s'intéresse pas seulement à l'avalanche de faits, de chiffres ou à démêler l'écheveau des questions monétaires, de production, d'investissement, de chômage ou d'inflation. Denis CLERC explique que l'économie n'est pas un engrenage, un ensemble de mécanismes automatiques. L'économie est aussi le résultat de choix collectifs qui engendrent parfois des effets sociaux ou environnementaux indésirables : chômage, inégalités, pauvreté, pollutions...

Ces mots : dette, chômage, pouvoir d'achat...nous les avons entendu mille fois. Beaucoup d'entre nous les vivent cruellement au quotidien. Mais que peut faire le nouveau Président ? La France peut-elle espérer échapper à la récession alors que la production et l'emploi sont loin de leur niveau du début de 2008 ? Comment réduire, voire éliminer les effets néfastes dans une économie devenue complètement folle ?

Denis CLERC, Economiste réputé et ses amis affirment que inclure la croissance et l'emploi dans les priorités hexagonales et européennes, tout en contenant les déficits publics et en soutenant les plus modestes est un exercice de haute voltige, mais que ce n'est pas insurmontable.

Seulement, la grande qualité de Denis CLERC est qu'il est avant tout humaniste.

www.alternatives-economiques.fr

www.alternatives-economiques.fr/blogs/clerc

Quelques livres que vous pourrez faire dédicacer par l'auteur : « **La paupérisation des Français** » -Armand Colin – « **La France des travailleurs pauvres** » -Grasset – « **Déchiffrer l'économie** » -La Découverte-

Déroulement de la soirée :

Denis CLERC présente les trois visages de la crise qu'il va développer tout au long de cette soirée :

- **La crise financière** : depuis 2008, terminée et maîtrisée en 2009 mais qui continue à avoir ses effets pervers sur nos économies et nos échanges de capitaux. Elle fit suite à une énorme spéculation financière.
- **La crise des finances publiques** : les dettes publiques, l'endettement du pays, étape essentiellement vécue en Europe. Des pays plus endettés (le Japon a une dette publique représentant deux fois son Produit Intérieur Brut mais n'est pas inquiété par la spéculation. La dette publique américaine est également énorme, 105% de son PIB. Celle de la France représente 85% de son PIB).
- **La crise environnementale** : dont on a pris conscience à partir du prix de l'essence sans plomb (à partir de 1,50€ par litre). Cette crise a été de fait éclipsée par l'ampleur de la crise financière et de la crise budgétaire. Fin avril 2012, on a presque atteint le niveau record de 2007 et les médias n'en ont presque pas parlé.

1°) La crise financière éclate aux USA, épicrocentric de cette crise. Auparavant, de 1990 à 2000, il y eut des crises en Corée, en Argentine, en Pologne, en Tchéquie, en Russie mais qui étaient plutôt des crash boursiers. Pour la première fois une crise financière profonde touche le cœur des USA. 70% des américains sont propriétaires de leur logement. L'accession à la propriété est signe de richesse et de position sociale reconnue. Des banques démarchent massivement les ménages américains non-propriétaires de leur logement. « On peut vous prêter ! ». Et l'on prête à des personnes qui représentent le tiers inférieur des revenus américains. Il existe aux USA un crédit hypothécaire : on accorde un prêt annexé sur la valeur de la maison. La vente de celle-ci rembourse alors la banque. On parle des **ménages « Ninja »**. Un **ninja** est un **guerrier-espion** dans le **Japon** médiéval. Ce mot peut également désigner : **Ninja** pour « **no-income, no-job, no-assets : pas de revenu, pas de travail, pas de patrimoine** ». Ce Terme anglo-saxon est donné aux ménages les plus modestes désireux d'avoir recours au **crédit subprime**. Quand un tel produit financier monte, (ex : immobilier), des tas de personnes achètent et entretiennent la hausse. Dans ce cas de crise, quand les prix augmentent, la demande augmente aussi. Des filiales immobilières, des organismes bancaires, perçoivent alors un risque et se dépêchent d'utiliser la **technique de « titrisation »** qui consiste à revendre des titres indexés sur la valeur du sous-jacent (crédit à des entreprises), titres agglomérés dans un ensemble homogène, composé de milliers de crédits, de produits dérivés, coupés en morceaux et revendus à des concepteurs de produits financiers qui les revendent enfin à des particuliers. **En France, en souscrivant à des assurances vies, on a indirectement souscrit à ces titres américains**. Et comme les **agences de notation** ont dit que « c'était bon à consommer », le monde entier s'est retrouvé acheteur de ces produits. Deux raisons ont créé la crise qui s'en est suivie : un **démarchage éhonté** et un **risque donné aux autres**. Il n'y eut que **deux exceptions**, non tombées dans la crise : **la Banque Postale** et le **Crédit Coopératif**, qui n'ont pas acheté ces titres. Toutes les autres banques mondiales ont acheté ces produits « titrisés ». Il arriva donc que ce phénomène spéculatif, alimenté par une demande croissante, a fait tout exploser le système aux USA. C'était **début 2008**. On s'est alors aperçu que toutes les banques se sont gavées de ce type de produit. Le doute a saisi le monde entier. On se posait la question suivante : « vais-je un jour récupérer mon argent ? ». Les banques ont eu alors des produits en stock dont elles ne connaissaient pas la valeur. Ce fut la **panique en mars 2008** : une banque du Royaume Uni menaçait de ne plus avoir d'argent, par prudence, on ne lui prêtait plus (comme en 1929). **Il a fallu lors injecter de l'argent dans toutes ces banques mondiales**. En 1930, étaient concernés 5 pays industrialisés. **En 2009, 80% de l'activité économique mondiale était menacée**. En 1930, seulement 20% de la population avait un compte bancaire, l'épargne populaire était dans les lessiveuses ou les bas de laine – En 2009, le phénomène d'épargne en banque (bancairisation) est colossal : **500 Milliards d'Euros sont placés en France dans les Assurance Vies, 800 Milliards dans les autres types d'épargne**. On a risqué une baisse de 20 à 30% de l'activité économique en France. Le 17 septembre 2008, G.W.BUSH a fait un exemple en ne refinançant pas la banque **Lehman Brother**. 3000 salariés financiers ont été licenciés, 17000 sont concernés. Toutes les autres banques tremblent. Personne ne prête plus à personne. Les banques sont sauvées par injection de fonds. Mais **les entreprises ont manqué de crédits pendant les 9 mois qui suivirent cette crise**. L'activité chez PSA en France a chuté profondément. On chiffre à **3% la chute globale d'activité en France** suite à cette crise, **5% en Allemagne**. **La crise devient économique mais est maîtrisée fin 2009**. Aujourd'hui la crise grecque menace le Crédit Agricole (qui a beaucoup prêté à ce pays). Mais cette banque sera sauvée : « **too big to fall** » - (trop grosse pour tomber), comme disent les Américains. **Au Royaume Uni 5 banques sur 12 seront nationalisées**.

2°) La crise des finances publiques : ceux qui ont sauvé les banques, ce sont les états (donc, nous, les contribuables), ainsi que la BCE (Banque Centrale Européenne). **Les états se sont donc profondément endettés : 85% de notre PIB représente le niveau de notre dette**, due à cette chute d'activité. **Le PIB en France est de 2000 Milliards d'Euros.** Si la baisse d'activité était de 6% en France, on aurait une dette de 120 Milliards d'Euros. **La chute d'activité n'a été que de 3% en 2009** mais elle a été ajoutée à une chute des recettes publiques suite à la récession. Alors les marchés financiers se sont réveillés en 2010 devant la crainte suscitée par les dettes publiques et ce, pas sur tout les pays, mais exclusivement sur la Zone Euro. Pourquoi ? Parce que **dans cette Zone Euro, le taux de change par rapport à l'extérieur est le même pour tous les pays de cette zone.** Entre 2000 et 2010, **le taux d'inflation cumulé est de 17% en France, 18% en Allemagne, 30% en Espagne et 40% en Grèce.** Ces pays ont dérapé en inflation et ont eu du mal à vendre à l'exportation. **L'activité industrielle a été divisée par deux entre 2000 et 2010.** Face à cette crise, les pays les plus inflationnistes souffrent. **800.000 logements construits restent invendus en Espagne. On ne peut pas dévaluer l'Euro :** la dévaluation du franc permettait autrefois un rétablissement de l'équilibre extérieur mais créait aussi de l'inflation en interne. Les prix étaient tirés par l'inflation issue de la dévaluation. Si la France était endettée en francs, chaque fois que le franc perdait par rapport au dollar, elle coûtait moins cher à rembourser. Mais, avec l'Euro, cette arme n'existe plus, elle est communautarisée, **plus personne n'est responsable du taux de change.** La solution serait de pouvoir dévaluer mais certains pays ne peuvent pas. **L'état grec est endetté de 550 Milliards d'Euros vis-à-vis de l'extérieur.** S'il sort de la Zone Euro, le drachme ne vaudra plus que 0,5 Euro en moins d'une semaine. Cette perte de valeur provoquera une multiplication par 2 ou par 3 de la dette extérieure. **Il ne reste plus que la solution de l'austérité :** faire de la déflation, moins payer les fonctionnaires, baisser les prix, d'où une baisse de l'activité économique. Après un an d'austérité en Argentine, on a remonté le niveau. Idem en Espagne : c'est un problème de gouvernance économique et pas de dette publique. **Si l'Espagne sort de la Zone Euro dans les mêmes conditions, c'est le monde entier qui explose économiquement.** En Espagne, il y a 42 Millions d'habitants, 120 Milliards d'activité économique.

Les finances publiques se sont endettées à cause de la dette publique mais **le vrai problème est de rétablir l'équilibre. Le problème de ces pays est de restaurer leur compétitivité :** la solution est simple : personne n'a intérêt que la Zone Euro éclate, sauvons-la de manière ordonnée, mutualisons les dettes publiques, garantissons les par la BCE (les allemands ne veulent pas de cette solution car ils se sont « serré la ceinture »).

Le taux de pauvreté en France est passé de 13% en 2000 à 18% en 2008.

Celui en Allemagne est passé de 13% en 2000 à 17% en 2008 (presque le même qu'en France). La solution consiste à mettre en place une sorte de contrôle des effets pervers. Les finances publiques devraient être sous le contrôle d'un fédéralisme européen.

La règle d'or des 3% est suicidaire car cela condamne les pays à une déflation pénalisant plus certains pays que d'autres. Il faudrait que la BCE se substitue à l'état pour rembourser les créanciers de cet état. **On pourrait résoudre le problème en mutualisant les dettes et en les monétisant mais alors les pays renonceraient à leur souveraineté budgétaire. Et cette solution est refusée par les Allemands et les anti-zone-euro.** Le scénario du type « à l'Argentine » est : on revient à sa monnaie initiale et on dévalue. La France a des difficultés pour **empêcher les capitaux de partir vers les Paradis Fiscaux.** Les dettes publiques sont en partie remboursables et compensables par la BCE.

3°) La crise environnementale : pour cette crise, c'est le phénomène climatique qui est le plus important. **4500 climatologues de 100 pays adoptent un consensus sur le réchauffement climatique. Il faut, d'ici 2050, baisser nos émissions d'effet de serre (essentiellement CO₂) de 50% si on veut stabiliser l'accroissement de température à 2%. Si on continue à polluer comme en 20, on aura un accroissement de température de 4%. Et si on disperse 25% de plus de CO₂, cet accroissement montera à 6%, ce qui est incompatible avec la survie de la planète (fonte des glaces, inondations suite à la montée des niveaux des océans etc.).** Le problème exige que l'on donne une chance aux pays émergents, en leur donnant la capacité, le droit d'émettre du gaz à effet de serre et nous, pendant ce temps, les pays industrialisés, devront réduire de 75% cette émission de gaz à effet de serre. **Le protocole de Kyoto, mis en place en 1997, prévoyait pour la France 7% de baisse de l'émission de gaz à effet de serre entre 2007 et 2012. On va en fait atteindre cette réduction grâce à la crise (et pas à cause des efforts de chaque citoyen). Quant on est sur une bonne pente climatique, on est sur une mauvaise pente économique et vice-versa.** Comment peut-on passer à des sociétés moins émettrices de CO₂ ? **Cela demande du temps et de l'argent. Le travail fonctionne à l'inverse de la « pile Wonder » : il use quand on ne s'en sert pas !** Les énergies renouvelables coûtent cher. Comment ne pas sacrifier le climat à l'économie ? L'Union Européenne permettrait de se substituer à des états pour financer des investissements en énergie renouvelable. **Il y a un problème dans la région de Montbéliard : c'est une région mono-industrielle avec l'automobile.**

Le rédacteur signale à Denis CLERC **qu'il existe à Montbéliard, près du pôle NUMERICA (face au lycée VIETTE) de nombreuses PME innovantes qui n'ont rien à voir avec l'automobile** : ainsi MTS réalise, pour des clients dans le monde entier, des systèmes innovants de maintenance (avec des outils en logiciels 3D) pour la propulsion électrique des gros navires et forme, sur place, au dépannage des bateaux, sur ses simulateurs, les différents marins des marines militaires étrangères. **Denis CLERC reconnaît que c'est un bon exemple de mutation industrielle. Cette mutation de la région devra se poursuivre et s'amplifier** : Bureaux d'Etudes, centres de recherche se développant pour déboucher vers de nouvelles technologies. Diversifions et valorisons nos sous-produits pour qu'ils deviennent des « **produits phares** » ! A Besançon et dans le Haut Doubs, **28.000 travailleurs frontaliers** vont travailler en Suisse !

Question d'un participant : une partie de la dette publique peut-elle ne pas être remboursée ? Denis CLERC n'y croit pas.

Autre Question d'un participant : pourquoi, en 1973, nos gouvernants ont-ils abandonné le pouvoir d'émettre de la monnaie ? Denis CLERC répond qu'on était alors au début du choc pétrolier et que la Banque de France était très sollicitée pour prêter de l'argent à l'état. On a pris alors une mesure excessive : cette banque n'a plus eu le droit de prêter directement à la puissance publique (elle l'a fait un peu, cependant, indirectement).

Autre Questions d'un participant : quelle croissance pour demain ? Denis CLERC est persuadé que la croissance économique est une « course en avant » : on a certes doublé l'économie mais pas le bien-être des citoyens. Que fait-on pour les chômeurs ? Surtout si on n'a pas un véritable partage de l'emploi ? En tant que citoyen, Denis est persuadé que la croissance n'est pas la solution idéale. En tant qu'économiste, il reconnaît ne pas voir comment on peut progresser et faire diminuer le chômage sans un minimum de croissance. Denis ne croît pas en un accroissement massif du MIC : toutes les fois qu'on a augmenté massivement le SMIC, on a fait des chômeurs en plus !

Autre Questions d'un participant : quelle est la marge de manœuvre de notre nouveau Président François HOLLANDE ? Denis est persuadé qu'elle est faible, il ne pourra pas décider si l'Europe ne marche pas de pair avec lui.

La soirée se termine par une dédicace des livres de Denis CLERC vendus sur place. Bravo pour ce conférencier extrêmement compétent et intéressant, et qu'on ne se lasse pas d'écouter ! Merci à Pascal REMOND de nous avoir fait passer encore une excellente soirée !

Rédacteur : Jean-Pierre BULLIARD
Président de l'URIS de Franche-Comté
Vic-Président des Ingénieurs INSA de Franche-Comté
Pour le compte du Pavillon des Sciences

Programme des prochains « Bar des Sciences » :

- **Jeudi 31 mai 2012** : « **L'asthme et le tabac** ». Conférence en duplex avec Paris.
- **Mardi 5 juin 2012** : « **Souriez, vous êtes filmés ! ... des atteintes à nos libertés ?** » Au Bar de l'Hôtel BRISTOL – à Montbéliard – à 20h00.
- **En septembre (date à fixer)** : « **Et si la Sécu n'existait plus ?** » Au Cinéma Le Colisée – à Montbéliard – à 20h00.

Exposition au « Pavillon des Sciences » :

- « **Illusions** » jusqu'au **2 septembre 2012**.

Site Internet du Pavillon des Sciences : www.pavillon-sciences.com.

Parc Scientifique du Près-la-Rose – 25200 MONTBELIARD
Renseignements et réservations : 03 81 91 46 83